

Iran: La 'révolution' en direct?

Par Marianne Enault, lundi 22 juin 2009 à 17:13 dans [Général](#) / [International](#)

[Envoyer à un ami](#)

Les événements en Iran affolent la toile. Déjà difficiles à éviter, les réseaux sociaux – Facebook, Twitter – et autres sites de partage – YouTube – sont devenus les acteurs incontournables de l'actualité. Pour le plus grand plaisir de leurs fondateurs, qui, tout en se posant en défenseurs de la liberté d'expression, s'offrent une campagne de pub gratuite. Mais la 'révolution' en direct n'est pas illimitée.

En Iran, les pro-Moussavi et les pro-Ahmadinejad ont un point commun: l'utilisation d'internet. Depuis dix jours – et la réélection contestée du président sortant – des milliers d'Iraniens, souvent fervents blogueurs, ont investi le web. YouTube, Facebook et le dernier venu Twitter fonctionnent à plein régime. La Maison blanche est même intervenue lundi dernier pour qu'une opération de maintenance sur Twitter, site de micro-blogging qui permet aux utilisateurs de poster de courts messages de 140 caractères maximum, qui devait intervenir en pleine journée, heure de Téhéran, soit décalée. Pas étonnant donc que l'on parle déjà de "révolution en direct". Celle-ci a même ses icônes: Neda, dont la mort, sous les balles des policiers iraniens, fait le tour du web depuis dimanche. Ces sites se sont révélés d'autant plus utiles que le travail des journalistes occidentaux est devenu impossible en Iran. Cantonnés dans leurs hôtels, quand ils ne se sont pas vus refuser leurs visas ou même exclure du pays, ils remplissent difficilement leur rôle de témoin. La rue a pris la relève.

Mais la révolution en direct a ses limites. Première d'entre elle: la vérification des informations. Ce week-end, par exemple, des internautes iraniens faisaient état, sur Twitter, "*d'hélicoptères jetant de l'acide sur la foule*". On a ensuite vu des images de manifestants iraniens titubant au milieu d'épais nuages. Grenades lacrymogènes, pouvait-on penser. "*Produits chimiques*", lisait-on sur Twitter. Ces informations, impossibles à vérifier, sont mêlées à d'autres, qui s'avèrent, par la suite, vraies: les lieux de rendez-vous des manifestants, l'arrestation de la fille aînée d'Ali Rafsandjani, etc. Sans compter les "faux" Twitter des pro-Ahmadinejad qui se font passer pour des partisans de l'opposition. Dans ces conditions, difficile de démêler le vrai du faux. Avec internet, la question de la manipulation de l'image prend une toute autre ampleur.

Et si Téhéran n'avait pas peur de Twitter?

Deuxième limite, et elle est liée à la première: Téhéran ne semble pas craindre ces témoignages. Les autorités iraniennes ont certes bloqué certains sites, y compris Facebook régulièrement, mais elles ont par exemple laissé Twitter fonctionner. Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, a récemment estimé que grâce à internet, un "*nouveau Rwanda*" (référence du génocide de 1994, ndlr) était impossible. En la matière, difficile pourtant d'avoir des certitudes. "*Qui peut douter que si le pouvoir iranien décidait de réprimer plus sévèrement encore les manifestations hostiles (...) il n'hésiterait pas à le faire? Sans peur de Twitter, sans peur des réactions d'un monde extérieur qu'il sait à la fois hostile et impuissant*", écrit ainsi Pierre Haski sur *Rue89*. Et de rappeler qu'il y a vingt ans, les caméras de CNN n'avaient pas empêché le massacre de Tiananmen, en Chine.

Enfin, on peut être gêné par l'énorme coup de pub que réalisent les sites de partage et autres réseaux sociaux à cette occasion. Les journaux du monde entier ont parlé ces derniers jours de la "révolution Twitter". Ses fondateurs auraient même refusé des offres de rachat se montant à des centaines de millions de dollars. Google et Facebook, un peu derrière le site de micro-blogging, se sont subitement mis au persan. Le tout sous couvert de défense de la liberté d'expression. Habile.